

riorité navale et aérienne écrasante, qui hâtera nécessairement la fin de la résistance japonaise.

Passons maintenant à une question que je désire signaler aux honorables membres. A mon sens, ni le Gouvernement ni les autres autorités responsables ne sont préparés à la paix comme il convient. Les libéraux et les conservateurs progressistes favorisent l'entreprise libre tandis que d'autres préconisent le socialisme. On peut rendre la doctrine plus attrayante en la désignant sous un autre vocable, mais elle demeure toujours le socialisme—l'étatisation. Je suis persuadé qu'à leur retour au Canada, presque tous les soldats, matelots et aviateurs se prononceront en faveur de l'entreprise libre. C'est le principe même du socialisme, c'est-à-dire la contrainte, qui amène le mécontentement et la désunion au pays et ailleurs.

Lorsque nos combattants, hommes et femmes, reviendront, ils chercheront l'occasion de se rétablir dans la vie civile, et nous la leur donnerons. Que ferons-nous, par exemple, du jeune homme de retour au Canada après avoir servi deux, trois, quatre ou cinq ans comme pilote, sans-filiste ou mitrailleur dans un de nos gros bombardiers? J'ai demandé à l'un d'eux si les jeunes priaient lorsqu'ils se trouvaient dans une impasse. Il m'a répondu: "Je n'en sais rien, mais s'ils prient, c'est pour moi, parce que je suis pilote et leur salut dépend de moi". J'ai demandé à un autre si tout allait bien. Il m'a dit: "Mon mitrailleur d'arrière me cause des ennuis. Il veut épouser une jeune fille de Winnipeg et une de Londres. Pour ma part, je n'ai aucune préférence, mais il fait mieux de se marier bientôt parce qu'il inquiète tout l'équipage". Je lui ai demandé pourquoi il ne le remplaçait pas, et il m'a répondu: "Cet homme se jetterait dans le feu pour moi". Que ferons-nous de ces jeunes gens? D'aucuns étaient petits commis; d'autres venaient de quitter l'école et n'avaient pas terminé leur cours universitaire. Cela s'applique également à nos jeunes matelots. A l'ouverture des hostilités, les effectifs de la Marine ne dépassaient pas 4,000 tandis qu'aujourd'hui, ils atteignent 150,000 ou 160,000. Mon honorable ami l'"Amiral", qui siège du côté opposé, (l'honorable M. Duff), pourra nous donner les chiffres exacts. Ces jeunes matelots, soldats et aviateurs retourneront sous peu à la vie civile, et je crains que le pays ne soit pas en mesure de faire face à la situation. Il faut s'y préparer sans tarder. Bon nombre de nos industries s'apprentent à passer de la production de guerre à leur travail d'avant-guerre ou à se lancer dans de nouvelles entreprises; aussi pourront-elles embaucher plusieurs

de nos jeunes combattants. Toutefois, le marché domestique ne pourra consommer la production accrue et il faudra écouler nos excédents sur les marchés de l'univers. En un mot, nous devons activer et encourager le commerce.

Avant d'aller plus loin, je tiens à discuter pendant quelques instants notre méthode d'impôt, en fonction de l'entreprise libre. On ne peut assujettir l'industrie et le commerce à un impôt de 80 p. 100,—au fait, le Gouvernement perçoit un impôt de 100 p. 100 et promet d'en rembourser 20 p. 100,—et espérer qu'ils prennent de l'expansion. Dans certains milieux, on dira peut-être que les honorables sénateurs représentent le capitalisme, mais il n'en est rien. Je suis convaincu que, de tout temps, au moins 90 p. 100 des membres du Sénat ont débuté humblement et, grâce à leur initiative et à leur ardeur, ont obtenu le succès mérité. Les honorables sénateurs qui sont devenus à l'aise le doivent à leur labeur et à leur bon jugement commercial. De lourds impôts étouffent le désir de se lancer dans de nouvelles entreprises ou d'en exploiter d'anciennes, comme l'a constaté la Grande-Bretagne. Les impôts sont lourds en Angleterre, mais on y encourage l'industrie en lui donnant l'occasion de survivre et de prendre de l'expansion.

Notre système d'impôt sur le revenu est défectueux à un double point de vue: les exemptions sont tellement insignifiantes qu'il est difficile pour les parents de faire instruire et de former leurs enfants; les taux maximums sont tellement élevés qu'ils détruisent l'aiguillon qui porterait les contribuables à se faire des revenus supplémentaires. Sous ces deux rapports, une mise au point s'impose sans tarder.

Je ne prédis pas la fin de la guerre en Europe; personne n'ose se prononcer, mais à en juger par les nouvelles, elle devrait se terminer d'ici six mois, peut-être même d'ici six semaines. Le moment est venu de préparer la transformation de l'industrie de guerre à l'industrie du temps de paix, ce qui nous permettra d'encourager l'initiative une fois le conflit achevé. Les socialistes disent: "Si les dirigeants ne fournissent pas de l'emploi, ils sont à blâmer, et nous les remplacerons". Si le fardeau imposé à l'industrie est trop lourd, personne ne voudra risquer son capital, ce qui empêchera l'entreprise privée de fonctionner.

Permettez-moi de vous donner un exemple. A Winnipeg, il y a une cinquantaine d'années, un homme établit son commerce. Agé de 22 ans, il avait une bonne réputation, était jugé honnête et se montrait très actif. Il dirige maintenant un commerce d'automobile.